

TRAVAIL ET MAIN D'OEUVRE

ADMINISTRATION GENERALE

- 10 M 1 Inspection du travail, organisation et fonctionnement : instructions (1892-1940), *Bulletin de l'inspection du travail et de l'hygiène industrielle* [brochure (1930)], *Divisions territoriales et personnel* (1935-1938)¹; installation et mise à disposition des locaux administratifs et de la résidence de l'inspection du travail : circulaires, correspondance, rapports du préfet avec approbation des délibérations du Conseil général (1934-1943).
Service de la Direction du travail, réception des subventions de fonctionnement et des avances pour fonds de chômage : arrêtés, avis d'ordonnancement des crédits alloués, états des dépenses de personnel (1938).
Elections des représentants des syndicats au Conseil supérieur du travail, organisation : instructions [notamment 2 affiches (1900, 1906)] (1899-1906, 1935) avec états numériques des cotisants aux syndicats, bulletins d'instructions du Conseil supérieur du travail (1935).
1892-1943
- 10 M 2-3 Commissions départementales du travail, organisation et fonctionnement : correspondance, procès-verbaux de réunions des assemblées, arrêtés de désignation des membres, comptes-rendus des congrès nationaux [brochures], procès-verbaux de réunions du Comité exécutif des commissions départementales, rapports d'enquête sur l'application de la législation et des conventions du travail.
1893-1939
- | | | |
|---|-----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2 | 1893-1934 | constitution des commissions, renouvellement des membres [avec extraits des délibérations du Conseil général (1893-1913), rapport de la fédération départementale du Var de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen (1927)] |
| 3 | 1935-1939 | Conventions collectives du travail, extension et contrôle des applications : instructions, correspondance, arrêtés de constitution de la Commission technique départementale de révision des conventions du travail (1936-juin 1940). |

¹ [bulletins du Ministère du travail].

Réglementation du travail.

- 10 M 4-7 Réglementation et contrôle des emplois des femmes et des enfants dans les manufactures et usines : instructions, correspondance, rapports d'enquête, états des établissements industriels employant des enfants et des femmes, extraits des délibérations des commissions de surveillance du travail, du Conseil de prud'hommes, du Conseil général.
1837-1892
- | | |
|---|-----------|
| 4 | 1837-1850 |
| 5 | 1851-1860 |
| 6 | 1861-1875 |
| 7 | 1876-1892 |
- 10 M 8 Ouvriers adultes et enfants employés dans d'industrie : statistiques (1871). Etablissements industriels employant des ouvriers des deux sexes, enquête : statistiques industrielles et tableaux indiquant également le nombre des travailleurs (1872-1875).
1871-1875
- 10 M 9 Travail des femmes et des enfants, réglementation, enquête : instructions², correspondance (1902-1929, 1939), tableaux des contraventions (1904-1914).
Enquête sur les prévisions des enfants de moins de 18 ans qui entreront dans un établissement industriel : réponse des maires (1938).
1902-1929, 1938-1939
- 10 M 10 Adhésion à la législation du travail et aux conditions de vie ouvrière et rurale, enquête : instructions, états communaux des déclarations d'adhésion (1910-1914), réponses des maires concernant l'application de la législation sur les accidents du travail (1908).
1908-1914
- 10 M 11 Réglementation du travail dans l'industrie³ : circulaires⁴ [notamment affiches⁵], instructions avec listes des médecins chargés de la protection des enfants, des établissements industriels avec indication numérique des ouvriers occupés et rapport d'enquête relative à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers dans les ateliers en 1895, correspondance⁶.
1892-1929, 1935-1939

² Notamment 1 affiche sur la durée du travail (1892).

³ Notamment des femmes et enfants, accidents du travail.

⁴ Relatives à la réduction journalière du travail dans l'industrie de 11 heures à 10 heures (1899), à la possibilité de contracter des assurances contre les accidents du travail avec la Caisse nationale des assurances (1902).

⁵ Relatives au règlement des Hauts-fourneaux, fonderies et ateliers de construction de Tusey (1885).

⁶ Notamment sur l'hygiène et la sécurité des ateliers (1935-1939).

- 10 M 12 Rémunération des travailleurs à domicile, constitution et renouvellement des membres des comités professionnels d'expertise des salaires : loi⁷ et décret (1935) réglementant le salaire, arrêtés (1916-1930).
Protection des travailleurs salariés⁸, application des lois sociales [conventions collectives, allocations familiales, salaires] : instructions (1936-janvier 1940), correspondance, rapports d'enquête de police, comptes-rendus de réunions des syndicats, barèmes des salaires, procès-verbaux de réunions de la Commission de révision des salaires des travailleurs sous-traitants au service des travaux publics (1899-1939).
1915-1940
- 10 M 13 Infractions au Code du travail, enquête : statistiques (1920-1921), procès-verbaux de police (1923, 1927), tableaux récapitulatifs des contraventions dressées (1923-1938).
Réglementation du statut professionnel des journalistes : instructions, correspondance, engagements au statut appliqué par la loi du 25 mars 1935, listes des entreprises de journaux (1935-1940).
Congés payés, application de la réglementation⁹ : instructions, correspondance, barèmes des avantages en nature et des salaires, procès-verbaux d'enquête des infractions (1936-1940).
1920-1940
- 10 M 14 Protection de la production et de la main-d'œuvre nationale, soumission aux marchés nationaux : instructions, extraits des actes administratifs, correspondance.
1932-1939
- 10 M 15*-16* Entreprises assujetties à la taxe d'apprentissage, évaluation des recettes fiscales au profit de l'enseignement technique : états-matrices des appointements, salaires et rétributions versés.
1925-1930
- 15 1925-1927
16 1928-1930

⁷ Affiche.

⁸ Notamment des travailleurs du bâtiment et travaux publics.

⁹ Notamment de la loi du 20 juin 1936.

Emploi obligatoire des mutilés et pensionnés de guerre.

10 M 17 Constitution des commissions de contrôle : délibérations et arrêtés de nomination des membres, procès-verbaux de réunions des assemblées de la Commission départementale de contrôle.

1928-1938

10 M 18 Contrôle de l'application de la loi du 26 avril 1924 relative à l'emploi obligatoire des mutilés et pensionnés de guerre : déclarations des employeurs assujettis, correspondance [notamment réclamations des entrepreneurs contrevenants], listes des établissements assujettis.

1928-1934

10 M 19-31 Recensement des bénéficiaires de la loi du 26 avril 1924 et contrôle des entreprises assujetties : déclarations¹⁰ annuelles des employeurs non contrevenants.

1928-1938

19 1928

20-21 1929

20 Arrondissement de Bar-le-Duc

21 Arrondissements de Commercy et Verdun

22-23 1930

22 Arrondissements de Bar-le-Duc et Commercy

23 Arrondissement de Verdun

24 1931

25 1932

26 1933

27 1934

28 1935

29 1936 Arrondissement de Bar-le-Duc et Commercy

30 1937

31 1938

¹⁰ Etats de personnel employé.

Organisation du travail.

10 M 32-33 Grèves et coalitions des ouvriers, enquête : correspondance, questionnaires d'enquête, télégrammes, comptes-rendus du préfet et des sous-préfets, rapports d'enquête de police et de gendarmerie, états récapitulatifs des conflits.

1889-1919

32 1889-1909 Bleutiers d'outre-mer de Vieux-Jand'heurs à Lisle-en-Rigault, brasseurs de la Brasserie de la Croix de Lorraine à Bar-le-Duc, ouvriers chaisiers de Ligny-en-Barrois, Récicourt et Sommedieue, cimentiers de Pagny-sur-Meuse, compassiers de Ligny-en-Barrois, typographes

33 1900-1909 Aciéries de Stenay, fonderies de Cousances-aux-Forges d'Olizy-sur-Chiers, de Tusey, carrières d'Euville et de Savonnières-en-Perthois, graniteries d'Abainville, mines d'Amermont-Boulogny et de Joudreville.¹¹

10 M 34 Grèves, enquête : questionnaires d'enquête.

1910-1919

10 M 35 Règlement des conflits collectifs du travail : brochure de la Direction du travail relative à l'enquête nationale sur le règlement amiable des conflits collectifs (1924), instructions, *Journal officiel* relatant les décisions de la Cour supérieure d'arbitrage (1936-1939).

Constitution de la Commission départementale de conciliation : instructions, correspondance, arrêtés de nomination des membres, statistiques des conflits réglés, procès-verbaux de réunions, dossiers de différends collectifs et individuels, notamment des carrières de pierres, des entrepreneurs et ouvriers du bâtiment (1936-1938).

1924, 1936-1939

10 M 36 Durée du travail¹², réglementation : instructions, décrets [notamment sur l'application de la loi du 23 avril 1919 relative à la journée de 8 heures] : correspondance, communiqués de presse concernant les heures supplémentaires (1919-1939).

Repos hebdomadaire, réglementation : instructions [notamment arrêts de la Cour de Cassation et du Conseil d'Etat relatifs à la fermeture des magasins le jour du repos hebdomadaire], correspondance, articles de presse (1906-1939), procès-verbaux avec un rapport des séances de la Commission du Conseil supérieur du travail [brochure] (1904).

1904-1939

¹¹ Consulter également l'article 10 M 3

¹² Notamment dans les services industriels de l'Etat et des collectivités publiques, les entreprises travaillant dans l'intérêt de la défense nationale, les entreprises de transports.

- 10 M 37 Semaine des 40 heures, application de la loi du 21 juin 1936 dans le commerce et dans les industries : instructions, correspondance des commerçants et industriels avec réponses du préfet, procès-verbaux d'enquête de police, procès-verbaux de réunions de la Commission mixte du commerce en détail des marchandises.
1936-1938
- 10 M 38-39 Repos hebdomadaire, autorisation de dérogation : correspondance, dossiers de demandes de dérogation, extraits des délibérations municipales pour avis, avis du préfet.
1906-1938
- 38 1906-1914
39 1920-1938 et statistiques des octrois et retraits de dérogations.
- 10 M 40 Fermeture hebdomadaire des commerces en alimentation, boucheries, coiffure, vêtements et chaussures, grossistes en boissons, autorisation : instructions¹³, correspondance, réponses du préfet, arrêtés, procès-verbaux d'infractions (1924-1939).
Fermeture hebdomadaire des boulangeries, autorisation de dérogation : correspondance, arrêtés de fermeture, pétitions et conventions syndicales des patrons et ouvriers, coupures de presse, procès-verbaux des délibérations du Conseil municipal de Bar-le-Duc, du syndicat des boulangeries, procès-verbaux d'infractions (1924-1939).
Travail de nuit dans les boulangeries, application de la loi du 28 mars 1919 : instructions, correspondance (1937).
1924-1939

¹³ Notamment statuts des employés de commerce de Verdun (1934).

ACCIDENTS DU TRAVAIL

- 10 M 41 Accidents du travail, déclaration et indemnisation : instructions [notamment 3 affiches relatives au contrat d'assurance à la Caisse nationale d'assurances (1902-1903, 1906)], arrêtés du préfet (1893-mars 1940), barèmes des salaires de base et correspondance des syndicats agricoles (1915-1932).
1893-1940
- 10 M 42 Enquête sur les accidents du travail et l'indemnisation des victimes : correspondance, procès-verbaux d'infraction au Code du travail, procès-verbaux de réunions des conseils municipaux, du Conseil général, de la Commission consultative des mutilés et anciens combattants, victimes de guerre et des pupilles de la Nation, dossiers individuels des accidentés (1880-1939).
Commission supérieure des Caisses nationales d'assurances, situation : rapports au Président de la République sur les caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents de travail (1911, 1917).
1880-1939

CHOMAGE

- 10 M 43 Instauration de travaux de secours aux travailleurs atteints par le chômage : instructions, correspondance, réponses des sous-préfets sur la situation du chômage et de la misère dans chaque arrondissement, états des travaux et dépenses effectués avec statistique des années 1896-1898 (1896-1912). Recensement des chômeurs secourus par le Fonds national de chômage¹⁴ : instructions, réponses du préfet, états numériques (1915-1939).
1896-1939
- 10 M 44 Contribution de l'Etat aux institutions publiques du chômage [notamment au Fonds national de chômage] : instructions (1914-1940).
Contribution de l'Etat aux salaires versés aux chômeurs employés à des travaux départementaux : arrêtés d'octroi de subventions avec états mensuels numériques des chômeurs, réponses du Ministère du travail aux demandes de subventions par les communes (1936-1938).
1914-1940

¹⁴ Antérieur à la loi du 11 octobre 1940.

- 10 M 45 Fonds départemental de chômage de la Meuse, modification du règlement soumis à l'approbation du ministre du travail : règlements, correspondance (1919, 1927-1939) ; obtention des subventions de l'Etat en rémunération des ouvriers employés aux travaux départementaux : arrêtés du ministre du travail, statistiques numériques des emplois et des salaires versés (janvier 1939-mai 1940).
1919-1940
- 10 M 46 Réglementation des secours contre le chômage [notamment l'attribution des allocations] : instructions (1920-1940).
Organisation du Noël des enfants de chômeurs : extraits des délibérations municipales, correspondance, comptes-rendus municipaux des résultats, états des sommes collectées et des subventions accordées par le département (1934).
1920-1940
- 10 M 47 Réquisition des moyens de transport aux travailleurs sans emploi déplacés et aux travailleurs étrangers sans ressources : correspondance, états numériques et nominatifs des rapatriés.
1927-1940
- 10 M 48 Fermetures d'usines, occupation des ouvriers licenciés et emploi [notamment dans les chantiers temporaires], intervention du préfet : correspondance, extraits des délibérations municipales, rapports d'enquête de police, de l'ingénieur du service vicinal.
1931-1935
- 10 M 49 Marché du travail, enquête : enquête sur le fonctionnement et la situation des entreprises¹⁵ [personnel occupé, durée du travail, salaires payés] : rapports d'information¹⁶ (1926-1939).
1926-1939
- 10 M 50-51 Situation du marché du travail, enquête : statistiques mensuelles.
1931-1940
- 50 1931-1934
51 1935-1940 Contrôle de la situation des entreprises et du marché du travail : correspondance, rapports de police (1935-1939) et instructions relatives à l'enquête, rapports de police et du préfet (1939-1940)

¹⁵ Notamment suite à la crise de décembre 1926.

¹⁶ Notamment sur l'état d'esprit des employés.

- 10 M 52 Embauchage des ouvriers sans travail sur les chantiers départementaux : vœux, rapports et délibérations du Conseil général de la Meuse, correspondance¹⁷, états de situation des dépenses payées aux travaux exécutés.
1931-1934
- 10 M 53 Occupation des chômeurs sur les chantiers spéciaux, information sur la situation : correspondance, listes des chantiers ouverts et rapports de l'ingénieur des Ponts et chaussées.
1931-1937
- 10 M 54 Organisation et fonctionnement des chantiers spéciaux contre le chômage du service vicinal : états mensuels des dépenses proposées par l'ingénieur en chef des Ponts et chaussées avec indication de l'emplacement et de la nature des travaux (décembre 1932-1937), correspondance, procès-verbaux de réunions de la commission administrative de l'Office départemental et municipal de placement de Bar-le-Duc, vœux et délibérations du Conseil général sur les horaires et salaires à appliquer, états des effectifs, rapports de l'ingénieur du service vicinal (1932-1939).
Autorisation de fermeture et d'attribution d'une indemnité dite de gel pendant la période de grands froids : instructions, correspondance avec listes des chantiers, rapports de l'ingénieur des Ponts et Chaussées (1934-1938).
1932-1939
- 10 M 55 Elaboration et exécution des plans de grands travaux [notamment plan Marquot] : instructions, correspondance, extraits des délibérations municipales, états des projets des travaux, programmes des travaux, rapports d'enquête de police, de l'ingénieur du service vicinal.
1933-1938
- 10 M 56 Préparation des travaux départementaux complémentaires subventionnables par l'Etat : instructions, correspondance, devis descriptifs et estimatifs, rapports avec états numériques des chômeurs employés, extraits des délibérations départementales.
1932-1939

¹⁷ Avec l'Office public de placement et le service des Ponts et chaussées.

- 10 M 57 Reclassement des ouvriers en chômage dans les chantiers spéciaux et départementaux, secours aux entreprises en difficulté¹⁸ et aide financière aux bureaux de bienfaisance : correspondance, programmes détaillés des travaux proposés, délibérations du Conseil général de la Meuse (1935-1939).
1932-1939
- 10 M 58 Situation des mesures prises pour remédier au chômage et à la protection de l'industrie : délibérations du Conseil général de la Meuse.
1935-1939
- 10 M 59 Demandeurs d'emploi [notamment sur les chantiers d'assistance par le travail], intervention du préfet : correspondance, rapports d'enquête de police.
1937-1940
- Offices de placement.*
- 10 M 60 Bureaux publics de placement, organisation et fonctionnement : instructions (1877, 1893-1939), arrêtés municipaux, correspondance (1930-1933). Verdun, autorisation de création de bureau de placement à demeure : arrêtés municipaux (1888-1896). Bureaux privés de placement, contrôle des déclarations et de fonctionnement : instructions, correspondance (1929-1937).
1877-1939
- 10 M 61 Surveillance des bureaux municipaux de placement et de la tenue du registre des demandes et offres d'emploi par les municipalités, enquête : circulaires de l'Office central de placement (décembre 1916, février et septembre-octobre 1917), correspondance [notamment réponses du procureur de la République, du préfet et des sous-préfets], listes des gérants de bureaux de placement, questionnaires aux maires, états de fonctionnement (1891-1917), registres des offres et demandes d'emploi (1926) ; Office départemental de placement, fonctionnement : correspondance, états semestriels de fonctionnement¹⁹, avis d'ordonnement trimestriels des subventions allouées par l'Etat (1920-1940).
1891-1940

¹⁸ Notamment des carrières de pierre d'Euville et Savonnières-en-Perthois.

¹⁹ Et notamment états de fonctionnement des bureaux municipaux de placement.

- 10 M 62 Offices publics de placement, organisation et fonctionnement : instructions (1915-juin 1940), *Bulletin du marché du travail* (1927-1928, 1931-1938), comptes-rendus et rapports des congrès nationaux des offices de placement (1936-1937).
1915-juin 1940
- 10 M 63 Office départemental, organisation²⁰ et fonctionnement : listes nationales des offices publics de placement gratuit, correspondance, statistiques des chômeurs en 1935, délibérations du Conseil général et rapports du préfet sur la situation du travail.
1912-1914, 1919-avril 1940
- 10 M 64 Placement des réfugiés et des rapatriés : réponses aux demandes et offres d'emploi.
1916-1918

SYNDICATS PROFESSIONNELS

- 10 M 65-66 Syndicats professionnels, constitution et fonctionnement : correspondance, statuts.
1882-1914
- 65 Syndicats agricoles : et fiches signalétiques, procès-verbaux de réunions des assemblées
- 66 Syndicats ouvriers et patronaux : et statistiques des associations syndicales
- 10 M 67-74 Syndicats professionnels, enquête : fiches signalétiques.
1889-1912
- 67 1889-1897
- 68 1898
- 69 1899
- 70 1901-1902
- 71 1903-1904
- 72 1905-1908
- 73 1909-1912
- 74 1919-1939 : instructions, correspondance, listes, questionnaires²¹

²⁰ Notamment sur le placement agricole et l'action contre la prostitution (1912-1914).

²¹ Et notamment recensement des associations : déclarations (1936).

